



DIRECTION DES ACTIONS INTERMINISTÉRIELLES
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE
BUREAU DE DES POLITIQUES TERRITORIALES
ET DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Arrêté préfectoral n° 08/DAIDD/M/008

autorisant KNAUF PLATRES et Cie à :

- poursuivre et étendre l'exploitation de la carrière de gypse dite « de la Saulorette »,

- exploiter des installations de premier traitement des matériaux issus de cette carrière,

sur le territoire des communes de Saint-Soupplets et Monthyon.

**Le Préfet de Seine et Marne,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu le code de l'environnement, ses parties législatives et réglementaires,

Vu le code minier,

Vu le code du patrimoine, notamment les dispositions du livre V relatives à l'archéologie,

Vu le code de la voirie routière et le code rural,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code forestier,

Vu le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié instituant le règlement général des industries extractives,

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisation et de déclaration prévues par l'article L.214-3 du Code de l'Environnement,

Vu le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du Code Minier,

Vu le décret n° 2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive,

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} février 1996 fixant le modèle d'attestation de garanties financières prévu à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977,

Vu l'arrêté du 23 janvier 1997 modifié relative à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars 1993,

Vu l'arrêté ministériel du 9 février 2004 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières, et à leur actualisation,

Vu la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 2 juillet 1996 concernant l'application de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrière,

Vu la circulaire du ministère chargé de l'Environnement du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

Vu le schéma départemental des carrières de Seine et Marne approuvé le 12 décembre 2000,

Vu l'arrêté préfectoral n°91 DAE 2M 019 du 21 février 1991 autorisant la société KNAUF PLATRES et Cie à exploiter une carrière à ciel ouvert de gypse sur les territoires des communes de Monthyon et Saint-Soupplets,

Vu l'arrêté préfectoral n°91 DAE 2M 051 du 04 juin 1991 autorisant la société KNAUF PLATRES et Cie à exploiter une carrière à ciel ouvert de gypse sur le territoire de la commune de Saint-Soupplets (autorisation délivrée après rejet en l'état),

Vu l'arrêté préfectoral n°04 DAI 2M 037 du 07 septembre 2004 autorisant l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de gypse de la société KNAUF PLATRES sur le territoire des communes de Monthyon et Saint-Soupplets,

Vu l'arrêté préfectoral n°05 DAI 2M 027 du 07 juillet 2005 de prescriptions complémentaires autorisant l'exploitation d'une parcelle incluse dans le périmètre d'une carrière à ciel ouvert de gypse exploitée par la société KNAUF PLATRES sur le territoire des communes de Monthyon et Saint-Soupplets,

Vu le procès-verbal de récolement de fin de travaux partielle en date du 05 avril 2004,

Vu la demande en date du 20 décembre 2006 par laquelle Philippe DE VOGEL, agissant en qualité de directeur de l'établissement de Saint-Soupplets, sollicite l'autorisation de modifier les conditions d'exploitation et de remise en état et d'extension mineure d'une carrière à ciel ouvert de gypse sur le territoire des communes de Monthyon et Saint-Soupplets,

Vu le rapport du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement en date du 02 mars 2007 analysant la recevabilité de cette demande,

Vu l'arrêté préfectoral n°07 DAIDD M 016 du 07 mai 2007 portant ouverture d'enquête publique sur la demande présentée par la société KNAUF PLATRES, à l'effet d'être autorisée à modifier les conditions d'exploitation et de remise en état de la carrière de gypse sise sur le territoire des communes de Monthyon et Saint-Soupplets au lieudit « La Saulorette »,

Vu les registres d'enquête publique, laquelle s'est déroulée du 18 juin au 20 juillet 2007 inclusivement,

Vu le rapport, les conclusions et l'avis très favorable et motivé du commissaire enquêteur, en date du 21 août 2007,

Vu les avis émis lors de la consultation par la direction départementale des affaires sanitaires et sociales, la direction régionale de l'environnement, la direction départementale de l'équipement, la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, France Télécom, le service départemental d'incendie et de secours, la direction régionale des affaires culturelles, le gestionnaire du réseau de transport d'électricité RTE, le service navigation de la Seine, le sous-préfet de Meaux, la société TRAPIL,

Vu les délibérations des conseils municipaux des communes de Chauconin-Neufmontiers, Cuisy, Iverny, Montgé-en-Goële, Monthyon, Le Plessis-L'Eveque et Saint-Soupplets,

Vu le rapport, les conclusions et propositions du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de la région Ile-de-France en date du 1^{er} février 2008,

Vu l'avis motivé de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites, réunie dans sa formation spécialisée des carrières, lors de la séance du 14 février 2008,

Vu le projet d'arrêté préfectoral notifié à l'exploitant le 15 février 2008, qui n'a pas formulé d'observations,

Considérant les mesures proposées par le demandeur en matière de protection des sols et des eaux en ce qui concerne le ravitaillement et l'entretien des engins,

Considérant les orientations de remise en état tant celles figurant dans les documents locaux d'urbanisme que dans le schéma départemental des carrières, ce qui justifie un apport de matériaux extérieurs pour le réaménagement final de l'excavation,

Considérant par ailleurs la nécessité de préserver la qualité des eaux souterraines et des sols à usage agricole, ce qui justifie la limitation des catégories de matériau pouvant être apportés ainsi que les mesures de surveillance et contrôle à mettre en place,

Considérant également la demande déposée d'une extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux mitoyenne de la carrière exploitée par la société KNAUF PLATRES et Cie,

Considérant la position des zones à émergence réglementée et celle des sources sonores liées aux activités du site, ainsi que les mesures prévues en terme de bardage des installations de traitement des matériaux,

Considérant que le site est uniquement accessible par voie routière,

Considérant les attestations de maîtrise foncière fournies par le demandeur,

Considérant les capacités techniques et financières du demandeur,

Considérant dans leur ensemble les mesures de protection, de prévention et de surveillance que le demandeur s'engage à mettre en œuvre, après avoir évalué leur performance dans son étude d'impacts,

Considérant qu'aux termes de l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral,

Considérant que les conditions d'aménagement, d'exploitation et de remise en état de la carrière telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir des dangers ou inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'Environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique pour l'agriculture, pour la protection de la nature et de l'environnement et la conservation des sites et des monuments,

SUR proposition du Secrétaire Général de la Préfecture,

ARRÊTE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER

Article I-1 : Autorisation

La société KNAUF PLATRES et Cie, ci-après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé au Z.I. du Sauvoy à Saint-Soupplets (77 165) est autorisée, dans les conditions fixées par le présent arrêté :

- à poursuivre sur environ 90 ha et étendre sur environ 0,66 ha l'exploitation à ciel ouvert d'une carrière de gypse sur le territoire des communes de Monthyon (principaux lieux-dits : « Chatenfour », « la Saulorette », « Les Justices »), et Saint-Soupplets (principaux lieux-dits : « La Conférence », « La Danseuse », « Le Chemin de Lagny », « Le Pré de Morfontaine », « La Scotte », « Le Tonnet », « La Clochette »),
- à exploiter des installations de concassage et de criblage de matériaux issus de la carrière ci-dessus.

L'autorisation s'applique à l'ensemble du périmètre et des parcelles référencés à l'article I.3.1.

L'autorisation est accordée :

- pour une durée de **12 ans**, à compter de la notification du présent arrêté, en tout ce qui concerne les activités extractives et la remise en état des différentes excavations, durée qui inclut le démantèlement de toute infrastructure non nécessaire après la cessation d'activité et l'achèvement de ladite remise en état.
- pour une durée indéterminée, en tout ce qui concerne l'exploitation des installations annexes (traitement des matériaux, zone de ravitaillement et d'entretien des engins).

Les prescriptions du présent arrêté se substituent aux dispositions des arrêtés préfectoraux ayant autorisé la société KNAUF PLATRES et Cie à exploiter la carrière dite « de La Saulorette » et ses installations connexes, dont particulièrement les arrêtés préfectoraux n°91 DAE 2M 019 du 21 février 1991, n°91 DAE 2M 051 du 04 juin 1991, n°04 DAI 2M 037 du 07 septembre 2004 et n°05 DAI 2M 027 du 07 juillet 2005.

Article I-2 : Rubriques de classement au titre des installations classées

Les activités exercées relèvent de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement conformément au tableau ci-dessous :

N°	Libellé	Nature des activités	Régime
2510-1	Exploitation de carrières	Carrière à ciel ouvert de gypse Superficie sollicitée : 89 ha 87 a 96 ca dont extension : 66 a 71 ca Production maximale : 100 000 T/an Production moyenne : 40 000 T/an Durée : 12 ans, dont 5 ans d'extraction	Autorisation

N°	Libellé	Nature des activités	Régime
2515-1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels et artificiels	Installation fixe de concassage du gypse comprenant : une trémie de contenance 40 tonnes, des convoyeurs à bande, un concasseur, un élévateur à godet. Puissance électrique totale installée = 330 kW	Autorisation
1434-1-b	Installation de remplissage ou de distribution de liquides inflammables.	Station-service interne de ravitaillement des engins et véhicules distribuant du fuel Débit réel = 5 m ³ /h Débit équivalent pour un liquide inflammable de la catégorie de référence = 1 m ³ /h	Déclaration (Seuil de déclaration = 1 m ³ /h Seuil d'autorisation = 20 m ³ /h)
1432	Stockage en réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Stockage de 20 000 l de fuel représentant une capacité équivalente à 4 m ³ d'un liquide inflammable de 1 ^{ère} catégorie	Non classé (seuil de déclaration = 10 m ³)
2930-1	Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur	Atelier d'une superficie de 244 m ² destiné à l'entretien des engins	Non classé (seuil de déclaration = 2 000 m ²)

En outre, les activités exercées relèvent également de la nomenclature des opérations soumises aux procédures prévues aux articles L.214-1 à L.214-3 du code de l'environnement :

Rubrique	Libellé	Activité	Régime
1-1-1-0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines, ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Un réseau de surveillance des eaux souterraines, constitués de piézomètres	Déclaration
2.1.5.0	Rejets dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant supérieure ou égale à 20 ha	Ecoulement des eaux pluviales sur le site d'extraction.	Autorisation
3.3.2.0	Réalisation de réseaux de drainage permettant le drainage d'une superficie inférieure à 20 ha	Drainage de parcelles dans le cadre de la remise en état, selon les conventions de forage	non classable

Article I-3 : Caractéristiques de la carrière

I.3.1 - Références cadastrales et territoriales

L'autorisation n'a d'effets que dans les limites des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire sur les parcelles suivantes :

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	S Cadastrale	S concernée	Situation antérieure
MONTHYON					
Chatenfour	ZN	102 (ex 2pp)	5 13 31	3 85 24	AP du 21/02/91
	ZN	3	1 00 60	1 00 60	AP du 21/02/91
	ZN	4	76 10	76 10	AP du 21/02/91
	ZN	5	67 20	67 20	AP du 21/02/91
	ZN	8	4 79 20	4 79 20	AP du 21/02/91 et 07/09/2004
	ZN	9	10 00	10 00	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	47	12 48	12 48	AP du 21/02/91
	ZN	48	23 46	23 46	AP du 21/02/91
	ZN	64	3 69 68	3 69 68	AP du 21/02/91
	ZN	104 (ex 65pp)	5 11 56	5 11 56	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	86 (ex 81 pp)	3 30 96	3 30 96	AP du 21/02/91
	ZN	85 (ex 82pp)	8 18 04	8 18 04	AP du 21/02/91
	ZN	115pp (ex 83pp)	5 11 53	1 86 88	AP du 21/02/91
	ZN	115pp (ex 83pp)	5 11 53	3 24 65	AP du 21/02/91 et 07/09/2004 pp
	ZN	116pp (ex 83pp)	69 47	27 50	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	116pp (ex 83pp)	69 47	41 97	AP du 21/02/91
	ZN	84	1 20 00	1 20 00	AP du 21/02/91
	ZN	106 (ex CE de Chatenfour pp)	1 37	1 37	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	107 (ex CE de Chatenfour pp)	6 11	6 11	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	108 (ex CE de Chatenfour pp)	2 97	2 97	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
Les Justices	ZN	97 (ex 10pp)	31 47	31 47	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	110 (ex 10pp)	13 47	13 47	AP du 21/02/91
	ZN	111 (ex 11pp)	20 80	3 75	AP du 21/02/91
	ZN	112 (ex 11pp)	6 47	6 47	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	99 (ex 69pp)	2 80 00	1 23 96	AP du 21/02/91 et 07/09/2004
	ZN	100 (ex 69pp)	2 24 89	2 24 89	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	70	28 01	22 65	AP du 21/02/91 et 07/09/2004 pp
	ZN	87 (ex 74pp)	6 71	6 71	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	89 (ex 75pp)	12 71	12 71	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	91 (ex 78pp)	1 24 10	1 24 10	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	92 (ex 78pp)	62 86	62 86	AP du 21/02/91
	ZN	95 (ex 79pp)	5 77	5 77	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	96 (ex 79pp)	18 53	338	AP du 21/02/91
	ZN	114 (ex 80pp)	5 38	5 38	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	113 (ex 80pp)	1716	300	AP du 21/02/91
	ZN	117 (ex CR de la Justice)	18 92	8 45	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	S Cadastrale	S concernée	Situation antérieure
Saulorette	ZN	17	51 80	51 80	AP du 21/02/91

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	S Cadastre	S concernée	Situation antérieure
	ZN	20	8 21	8 21	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	21	9 15	9 15	APC du 07/07/2005
	ZN	22	3 50	3 50	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	23	2 10	2 10	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	24	15 75	15 75	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	25	1 89	1 89	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	26	30 68	30 68	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	27	15 62	15 62	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	28	3 98	3 98	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	29	2 45	2 45	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	30	2 26	2 26	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	31	3 38	3 38	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	32	10 18	10 18	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	33	2 10	2 10	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	34	2 40	2 40	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	35	2 22	2 22	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	36	2 71	2 71	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	37	3 54	3 54	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	38	17 20	17 20	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	39	3 36	3 36	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	40	2 31	2 31	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	41	2 18	2 18	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	42	2 22	2 22	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	118 (ex 60pp)	1 43 60	1 43 60	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZN	119 (ex 60pp)	39 45	39 45	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
SAINT-SOUPPLETS					
La Conférence	ZK	2	2 35	2 35	AP du 07/09/2004
	ZK	9	3 50	3 50	AP du 07/09/2004
	ZK	10	15 00	15 00	AP du 07/09/2004
	ZK	11	18 60	18 60	AP du 07/09/2004
	ZK	12	3 60	3 60	AP du 07/09/2004
	ZK	13	2 11	2 11	AP du 07/09/2004
	ZK	14	13 49	13 49	AP du 07/09/2004
	ZK	15	3 62	3 62	AP du 07/09/2004
	ZK	16	3 39	3 39	AP du 07/09/2004
	ZK	17	3 31	3 31	AP du 07/09/2004
	ZK	18	24 70	24 70	AP du 07/09/2004
	ZK	19	7 95	7 95	AP du 07/09/2004
	ZK	20	2 93	2 93	AP du 07/09/2004
	ZK	21	2 66	2 66	AP du 07/09/2004
	ZK	22	2 18	2 18	AP du 07/09/2004
	ZK	23	29 35	29 35	AP du 07/09/2004
	ZK	24	17 10	17 10	AP du 07/09/2004
	ZK	25	2 42	2 42	AP du 07/09/2004
	ZK	26	78	78	AP du 07/09/2004
	ZK	27	49 90	49 90	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	28	8 20	8 20	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	29	10 20	10 20	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	30	18 20	18 20	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	S Cadastrale	S concernée	Situation antérieure
	ZK	31	91 00	91 00	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	32	1 69	1 69	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	33	24 86	24 86	AP du 07/09/2004
	ZK	34	9 66	9 66	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	35	9 72	9 72	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	36	40 80	40 80	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	37	25 75	25 75	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	38	15 03	15 03	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	39	10 90	10 90	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	40	13 55	13 55	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	41	15 45	15 45	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	42	39 30	39 30	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
La Danseuse	ZK	43	35 61	35 61	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	44	4 15	4 15	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	45	17 70	17 70	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	46	11 90	11 90	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	47	19 70	19 70	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	48	17 00	17 00	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	49	13 00	13 00	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	50	8 80	8 80	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	51	2 90	2 90	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	52	4 15	4 15	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	53	13 10	13 10	AP du 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZK	58	35 90	35 90	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	54	7 70	7 70	Extension dans le cadre du présent arrêté
	ZK	55	8 80	8 80	Extension dans le cadre du présent arrêté
	ZK	56	21 00	21 00	Extension dans le cadre du présent arrêté
	ZK	57	2 97 00	2 97 00	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	59	40 30	40 30	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	60	6 60	6 60	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	67 (ex 61pp)	61 06	61 06	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	68 (ex 61 pp)	39 14	39 14	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	69 (ex 66pp)	42 52	42 52	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	70 (ex 66pp)	1 90 48	1 90 48	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
Le Chemin de Lagny	ZK	71 (ex 63pp)	29 20	29 20	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	72 (ex 63pp)	8 25	8 25	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	64 (ex CE de la Danseuse)	7 87	7 87	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZK	65	2 08 50	2 08 50	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
La Clochette	ZL	116pp (ex 12pp)	3 25 22	2 98 10	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZL	116pp	3 25 22	29 21	extension dans le cadre du présent arrêté
Le Pré de Morfontaine	ZL	163 (ex 14pp)	3 46 99	3 46 99	AP du 21/02/91 et 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZL	164 (ex 14pp)	31 72	31 72	AP du 21/02/91 et 04/06/91 puis 07/09/2004

Lieu-dit	Section	N° de parcelle	S Cadastre	S concernée	Situation antérieure
	ZL	139 (ex 14pp)	80 60	80 60	AP du 21/02/91 et 04/06/91 puis 07/09/2004
	ZL	16	1 52 89	1 52 89	AP du 21/02/91
	ZL	18	11 15	11 15	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZL	23	30 09 37	6 13 44	AP du 21/02/91 et 07/09/2004
	ZL	24	5 13 68	5 13 68	AP du 21/02/91 puis 07/09/2004
	ZL	20	72 72	11 49	AP du 07/09/2004
La Scotte	ZK	3p	2 77 16	97 64	AP du 07/09/2004
	ZK	4	83 79	83 79	AP du 07/09/2004
	ZK	5	43 97	43 97	AP du 07/09/2004
	ZK	6	2 26	2 26	AP du 07/09/2004
	ZK	7	2 60	2 60	AP du 07/09/2004
	ZK	8	6 00	6 00	AP du 07/09/2004
Le Tonnet	D	467	1035	1	AP du 07/09/2004
	D	468	187	88	AP du 07/09/2004
	D	469	3 67	3 18	AP du 07/09/2004
	D	470	233	2 33	AP du 07/09/2004
	D	471	4 06	3 00	AP du 07/09/2004
	D	472	3 25	2 78	AP du 07/09/2004
	D	473	3 31	3 31	AP du 07/09/2004
	D	474	7 44	7 44	AP du 07/09/2004
	D	475	201	49	AP du 07/09/2004
	D	476	516	3	AP du 07/09/2004
		CR du Mont Boulon		4 17	AP du 07/09/2004

pp = pour partie

Bilan des superficies concernées :

	Superficie renouvelée	Superficie en extension	Total
Monthyon	49 39 23		49 39 23
Saint Soupplets	39 82 02	66 71	40 48 73
Total	89 21 25	66 71	89 87 96

Lorsqu'il a connaissance d'un remembrement ou d'une modification cadastrale affectant les parcelles ci dessus, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées a minima lors de la transmission des plans établis en application de l'article III.19 du présent arrêté.

I.3.2 - Périmètre de l'autorisation :

Un plan cadastré au 1 / 5.000è précisant le périmètre de la carrière est annexé au présent arrêté.

1.3.3 - Volume et tonnage d'extraction

Le volume total estimé du gisement de gypse à extraire est de 100 000 m³, soit 200 000 tonnes (densité moyenne : 2).

La production maximale est de 100 000 tonnes de gypse par an.

La production moyenne est de 40 000 tonnes par an.

Article I-4 : Caractéristiques des installations de traitement

L'installation de traitement est constituée par :

- un concasseur,
 - un élévateur à godets,
 - 1 crible à 3 étages,
 - divers convoyeurs et sauterelles,
- l'ensemble représentant une puissance d'environ 330 kW.

Cette installation est implantée au lieudit « La Danseuse », occupant la partie sud-ouest de la parcelle ZL 23.

Cette installation est destinée à traiter les matériaux du gisement, à raison d'une production nominale de 115 tonnes/heure.

L'ensemble de la plate-forme est remis en état selon les modalités et orientations de l'article III-15 du présent arrêté.

Article I-5 : Horaires d'activités

Les horaires d'activités sont, du lundi au samedi, sauf jour férié de 07 h à 22 h .

Article I-6 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions de la présente autorisation s'appliquent également aux installations ou équipements exploités par le titulaire de l'autorisation qui, mentionnés ou non à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec les installations autorisées, à modifier les dangers ou inconvénients de ces installations.

CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article II-1 : Conformité au dossier

La présente autorisation est accordée dans les conditions du dossier de demande susvisé, sous réserve du droit des tiers et sans préjudice du respect des prescriptions du présent arrêté et des autres réglementations en vigueur.

L'exploitation est conduite et les terrains exploités remis en état par phases coordonnées, conformément à l'étude d'impacts ainsi qu'aux schémas d'exploitation annexés au présent arrêté, aux indications et engagements contenus dans le dossier de demande en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté.

Article II-2 : Modifications

Toute modification apportée par le demandeur à l'installation, à son mode d'utilisation ou à son voisinage, aux conditions d'exploitation ou de remise en état, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article II-3 : Contrôles et analyses

Indépendamment des contrôles explicitement prévus dans le présent arrêté et ses éventuels compléments, l'inspection des installations classées peut demander, en cas de besoin, la réalisation, inopinée ou non, de prélèvements et des analyses des effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sols, l'exécution de mesures de niveaux sonores et vibrations, la réalisation de plans ou l'estimation des volumes de matériaux stockés. Ils sont exécutés par un organisme tiers qu'elle a choisi à cet effet ou soumis à son approbation s'il n'est pas agréé, dans le but de vérifier, en présence de l'inspection des installations classées en cas de contrôle inopiné, le respect d'un texte réglementaire pris en application de la législation sur les installations classées.

Tous les frais occasionnés par ces contrôles sont supportés par l'exploitant.

L'inspecteur des installations classées et les agents chargés de la police de l'eau ont en permanence libre accès aux installations afin d'y effectuer les contrôles relevant de leur mission.

Article II-4 : Fin d'exploitation et cessation d'activité

L'extraction, le traitement des matériaux et la commercialisation de ceux-ci doivent cesser à une date dégageant le délai nécessaire à l'exécution des travaux de réaménagement final du site par rapport à l'échéance de la présente autorisation.

La remise en état final et l'arrêt définitif total de la carrière interviennent au plus tard six mois avant l'échéance du présent arrêté.

En ce qui concerne la carrière, l'exploitant adresse au préfet, au moins six mois avant la date de fin des travaux, la notification d'arrêt définitif.

La cessation d'activité des installations classées connexes (installation de traitement des matériaux, zone d'entretien et de ravitaillement des engins) est notifiée au préfet un mois au moins avant leur arrêt définitif.

Dans chacun des deux cas, la notification est conforme aux dispositions ci-après. La notification indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent, notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon les dispositions de l'article III-15 du présent arrêté.

Article II-5 : Accidents et incidents

L'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais (dès qu'il en a connaissance et a minima par

téléphone) à l'inspection des installations classées, les accidents ou incidents survenus du fait des travaux.

Il précise dans un rapport les origines et les causes du phénomène, les conséquences, les mesures prises pour les pallier et celles prises pour éviter qu'il ne se reproduise.

Article II-6 : Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des installations visées au présent arrêté est soumis à autorisation préfectorale préalable.

Le dossier de demande adressé au préfet comprend notamment :

- une demande signée conjointement par le cessionnaire et le cédant,
- les documents établissant les capacités techniques et financières du cessionnaire,
- la constitution des garanties financières par le cessionnaire,
- l'attestation du cessionnaire du droit de propriété ou d'utilisation des terrains.

CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES

Section 1 : Aménagements préliminaires

Article III-1 : Information du public

L'exploitant est tenu, avant le début de l'exploitation, de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.

Article III-2 : Bornage

Préalablement à la mise en exploitation de la carrière, l'exploitant est tenu de placer :

- des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, tant extérieur que intérieur (installation de stockage de déchets non dangereux),
- des bornes de nivellement permettant d'établir périodiquement des relevés topographiques des différentes zones remises en état et du fond de fouille.

Ces bornes doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Les zones non exploitables, notamment déterminées en fonction des distances limites figurant à l'article III-18 du présent arrêté sont délimitées par des bornes ou repères fixes, visibles jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation.

Article III-3 : Eaux de ruissellement

Afin d'éviter le ruissellement des eaux extérieures au site vers les secteurs à exploiter, un réseau de dérivation de ces eaux est mis en place à la périphérie de ces secteurs. Ces eaux sont maîtrisées conformément à l'article IV.3.2.2 ci-après.

Article III-4 : Accès à la voirie

Les véhicules entrant et sortant de la carrière transitent normalement par l'usine de plaques de plâtre mitoyenne dépendant de l'exploitant.

Au cours de la phase 2, pour l'aménagement de la zone V, un accès est mis à place à partir du chemin d'exploitation de Chatenfour. L'utilisation de cet accès est strictement limité à la période concernée de remise en état et réservée aux véhicules d'apports de remblais.

L'exploitant veille à ce que le débouché du site sur la voirie publique soit signalé et aménagé pour ne pas créer de risque pour la sécurité publique.

Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation

Dès que les aménagements mentionnés aux articles III-1 à III-4 ci-dessus ont été réalisés, l'exploitant adresse au préfet, en trois exemplaires, la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article R.512-44 du code de l'environnement.

Celle-ci est accompagnée du plan de bornage et du document attestant la constitution des garanties financières, dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés au chapitre V du présent arrêté, conforme au modèle d'acte de cautionnement solidaire figurant en annexe de l'arrêté du 1^{er} février 1996 susvisé.

Un avis annonçant le dépôt de cette déclaration est publié aux frais de l'exploitant dans deux journaux locaux.

Un exemplaire de la déclaration de début d'exploitation est affiché en mairies de Monthyon et Saint-Soupplets pendant une durée minimale d'un mois.

Section 2 : Conduite de l'exploitation à ciel ouvert

Sans préjudice du respect des législations et réglementations applicables et des mesures de police prescrites, les travaux sont conduits conformément aux dispositions du décret n° 80.331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives.

Sans préjudice des dispositions de l'article III.8 relatives à l'exécution éventuelle de travaux archéologiques liés à une découverte fortuite, les étapes essentielles des travaux d'exploitation sont menées suivant le phasage présenté dans le tableau suivant :

Phase⇒		Phase 1					Phase 2					Phase 3	
Année⇒		1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12
secteur concerné ↓	Zone I		Remblayage										
				Finalis ation									
	Zone II		Remblayage										
				Finalis ation									
	Zone III		Remblayage										
				Finalisation									
Zone IV	Remblayage												
		Finalisation											
Zone V	Extraction					Remblayage							
								Finalisa tion					
Pourtour de l'ISDND	Abandon en l'état de la zone d'extension de l'ISDND								Remblayage du secteur carrière				
												Finalisati on conjointe	

Ce phasage est établi sur la base de la production moyenne prévue et des épaisseurs de gisement relevées sur les sondages de reconnaissance.

A Déboisement et défrichement

Article III-6 : Déboisement et défrichement

Dans le cadre des travaux objets de la présente autorisation, aucun défrichement ou déboisement n'est effectué.

B - Décapage des terrains

Article III-7 : Technique de décapage

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation selon le phasage présenté ci-dessus.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles. Les horizons superficiels ne sont pas enfouis sous les stériles. L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et conservés intégralement pour la remise en état des lieux.

Afin de préserver leur valeur agronomique, les terres végétales sont stockées sur une hauteur inférieure à 2 mètres. Ces stocks sont constitués par simple déversement sans circulation sur ces terres ainsi stockées. Ces stocks peuvent être utilisés en tant que merlons acoustiques prévus à l'article IV-7-1-4 ou dans le cadre de l'insertion paysagère prévue à l'article IV-2.

En aucun cas, ces terres végétales ne sont évacuées du site.

Article III-8 : Patrimoine archéologique

Le bénéficiaire de l'autorisation prend les mesures nécessaires à la prise en compte des risques que l'exploitation est susceptible de faire courir au patrimoine archéologique.

Conformément au code du patrimoine (articles L.531-14 à L.531-16) réglementant en particulier les découvertes fortuites et leur protection, toute découverte de quelque ordre que ce soit (vestige, structure, objet, monnaie,...) est signalée immédiatement auprès du service régional de l'archéologie. Les vestiges découverts ne doivent en aucun cas être détruits. Tout contrevenant est passible des peines prévues aux articles 322-1 et 322-2 du code pénal.

C - Extraction

Article III-9 : Epaisseur d'extraction

Le profil du gisement est décomposé comme suit :

- découverte d'une épaisseur moyenne de 5 m environ, constituée de sables de Fontainebleau, argiles de Romainville et glaises à cyrènes, marnes blanches de Pantin et marnes bleues d'Argenteuil
- première masse de gypse, d'une épaisseur moyenne de 7 à 8 m,
- marnes blanches à brunes intercalaires d'une épaisseur moyenne de 4 à 5 m,
- deuxième masse de gypse d'une épaisseur moyenne de 7 m,
- marnes à Lucines et argiles intercalaires d'une épaisseur d'environ 2 m,
- troisième masse de gypse d'une épaisseur moyenne de 2 à 3 m, sauf en zone V.

L'exploitation résiduelle de la carrière concerne essentiellement la première masse gypsifère. L'épaisseur d'extraction est d'environ 15 m.

La cote d'extraction minimale est de 98 m NGF.

Article III-10 : Front d'exploitation

L'exploitant adapte les fronts d'exploitation à la tenue des matériaux, en retenant un coefficient de sécurité minimal de 1,3.

Les fronts de découverte et de matériaux intercalaires ont une pente maximale de 45°.

Les fronts de gisement ont une pente maximale de 90°.

Article III-11 : Extraction en nappe alluviale

Sans objet

Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique

Sans objet

Article III-13 : Abattage à l'explosif

La poursuite de l'exploitation de la carrière est effectuée sans utilisation d'explosifs.

D – Remise en état

Article III-14 : Elimination des produits polluants

Les déchets et produits polluants résultants du fait de l'exploitation sont valorisés ou éliminés vers des installations dûment autorisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux jusqu'à la fin de l'exploitation.

Article III-15 : Cessation d'activité et remise en état du site

III-15-1 - L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité extractive en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Les opérations d'exploitation et de remise en état sont réalisées conformément aux plans de phasage et de remise en état annexés au présent arrêté. La remise en état est strictement coordonnée à l'exploitation.

III-15-2 - La remise en état consiste en la restitution d'espaces boisés sur une superficie d'environ 23 ha, d'espaces prairiaux sur une superficie d'environ 11 ha, d'espaces à vocation agricole sur une superficie d'environ 46 ha.

Environ 10 ha sont laissés à l'état de fond de fouille en vue de l'extension du centre de stockage de déchets non dangereux mitoyens. La remise en état final de cet espace est assurée dans le cadre de l'autorisation préfectorale accordée pour cet établissement.

La remise en état du site comprend notamment :

- De manière générale :

- la conservation des terres végétales et stériles de découverte,
- le remblayage total des excavations dépendant de l'exploitant aux moyens de matériaux inertes issus du site et apport de matériaux extérieurs suivant les modalités de l'article III-16,
- le nettoyage de l'ensemble des terrains et la suppression de toutes les structures, infrastructures et stocks n'ayant pas d'utilité après la cessation d'activité de la carrière et des installations de traitement,
- en fin d'exploitation, la valorisation de tous les produits polluants et déchets ou leur élimination vers les installations dûment autorisées à cet effet,
- l'insertion satisfaisante dans le paysage de l'espace affecté par l'exploitation, compte tenu de la vocation ultérieure des terrains, en veillant en particulier au respect de la Charte des paysages des monts de la Goële, la convention d'aménagement paysager de la Saulorette et le plan directeur d'aménagement paysager du site de la Saulorette,
- le régalinge final des terres végétales, en veillant particulièrement à la régularité des terrains pour éviter la création de « mouillères »,
- l'abandon dans les règles de l'art de tout forage ou piézomètre n'ayant plus d'utilité après la remise en état. Tout forage abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques traversées et l'absence de transfert de pollution,

- Pour la réhabilitation de la carrière de la Saulorette :

- une reconstitution de la ligne de crête de la Saulorette entre les buttes de Montgé et de Monthyon à une cote maximale de 144 m NGF :
 - pentes moyennes comprises entre 5 et 8,5% sur le côté nord de la crête,

- constitution sur les côtés ouest et sud, de deux monticules culminant à 128 m NGF. Leur pente est sensiblement de 4%,
- reconstitution du côté Est selon la topographie originale.
- Le sommet nord de la colline est planté de pelouse sèche, mise en place sur un sol constitué de 5 cm de terre végétale au dessus de 30 cm minimum de marnes calcaires et gypseuses.
- Des îlots ou des massifs de fruticées ou fourrés épars sont répartis sur le pourtour du sommet de la colline, implantés sur une épaisseur de terre végétale minimale de 20 cm. Les plantations sont effectuées à raison d'une densité de 1 333 pieds/ha.
- Une chênaie-charmaie est plantée le long de l'usine et au lieudit la Conférence. La densité de plantation est de 1 333 pieds/ha.
- Une chênaie-charmaie et une chênaie frênaie est plantée dans le secteur Est.
- Le versant sud de la colline est constitué d'une chênaie-charmaie sur les pentes les plus faibles et d'une chênaie-frênaie pour les parties les plus pentues. Une prairie mésophile constitue la partie basse.
- Une épaisseur de terre végétale minimale de 30 cm est mise en place pour la constitution des chênaie-charmaie et chênaie-frênaie.
- un taux de reprise des plants introduits de 80 % constaté après 3 années, les plants devant être régulièrement répartis et en bon état de végétation. En outre les protections anti-gibiers sont enlevées 8 à 10 ans après la plantation,
- Le choix des essences d'arbres est effectué en concertation avec la direction départementale de l'agriculture et de la forêt.
- La périphérie au nord et au sud de la colline reconstitue des terrains à vocation agricole. Le cas échéant, selon les demandes des propriétaires, le réseau de drainage est reconstitué.
- l'aménagement d'une mare à amphibiens, au lieudit le Chemin de Lagny.

- **Pour les secteurs destinés à l'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux mitoyenne** (Parcelles ZL 16 pp, ZK 65 pp, ZN17, ZN 115 pp, ZN 64 pp, ZN 8 pp, ZN 9 pp, ZN 20, ZN 91 pp, ZN 92 pp, ZN 95, ZN 96, ZN 98, ZN 108 pp, ZN 110, ZN 111, ZN 112, ZN 113, ZN 114) :

- la mise en sécurité des fronts d'exploitation, en retenant un coefficient minimal de sécurité de 1,3 ;
- les parcelles destinées à recevoir des déchets non dangereux sont laissées en l'état actuel de fond de fouille ou de remblai partiel,
- un talus-digue séparatif est constitué à la limite entre le nouveau périmètre d'autorisation de chacun des établissements.

- **Pour les secteurs des installations connexes :**

A terme, après démantèlement des infrastructures, le secteur concerné est réaménagé dans la continuité paysagère caractérisant le flanc ouest et nord ouest de la colline de la Saulorette. La cessation d'activité est notifiée au préfet **au moins un mois avant celle-ci**. Cette notification est accompagnée d'un dossier dont le contenu respecte la forme prévue à l'article III-15-3 ci-après.

III-15-3 - Au moins 5 mois avant l'échéance de l'autorisation relative à la carrière, l'exploitant adresse au préfet un dossier comprenant :

- le plan topographique à jour du périmètre autorisé rattaché au nivellement général de la France (système NGF Normal),

- le plan de remise en état définitif,
- un mémoire sur l'état du site où sont notamment précisés les mesures prises ou prévues pour assurer la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 compte tenu du ou des types d'usage prévus pour le site de l'installation :
 - les incidents intervenus au cours de l'exploitation,
 - les conséquences prévisibles de la fin d'activité sur le milieu,
 - l'évacuation et l'élimination des produits dangereux, polluants et déchets,
 - l'éventuelle dépollution des sols et eaux souterraines,
 - Les mesures de maîtrise des risques liés aux sols éventuellement nécessaires ,
 - Les mesures de maîtrise des risques liés aux eaux souterraines ou superficielles éventuellement polluées, selon leur usage actuel ou celui défini dans les documents de planification en vigueur ,
 - les mesures compensatoires et de surveillances éventuellement nécessaires afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement,
 - Les limitations ou interdictions concernant l'aménagement ou l'utilisation du sol ou du sous-sol, accompagnées, le cas échéant, des dispositions proposées par l'exploitant pour mettre en œuvre des servitudes ou des restrictions d'usage,
- la liste à jour des propriétaires fonciers et leur adresse,
- une analyse des eaux souterraines datant de moins de 6 mois.

La conformité des travaux de remise en état est constatée par procès-verbal de récolement établi par l'inspection des installations classées. Le procès-verbal de récolement ne peut en aucune façon être assimilé à un quitus donné à l'exploitant. Le préfet demeure compétent pour imposer des prescriptions complémentaires s'il apparaît que les travaux réalisés s'avèrent insuffisants pour garantir la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement.

III-15-4 – En ce qui concerne l'abandon des forages et piézomètres concernés par le présent arrêté, et n'ayant plus d'utilité après la remise en état au vu du mémoire prévu à l'article III-15-3, l'exploitant communique au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage. Ce rapport de travaux peut être distinct et postérieur au mémoire prévu à l'article III-15-3 sans toutefois intervenir moins de 3 mois avant l'échéance du présent arrêté.

Article III-16 : Remblayage de la carrière

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

L'apport de matériaux extérieurs est admis pour le remblayage de la fouille. Le volume total à apporter est d'environ 800 000 m³.

Les matériaux d'origine extérieure utilisés au remblayage de la carrière ne peuvent être que des matériaux minéraux inertes, non contaminés ni pollués. Ils sont préalablement triés de manière à garantir cette qualité. En particulier, sont interdits les déchets tels que bois, métaux, plastiques, papiers, etc.

Compte tenu de la présence du massif de gypse, les rebuts de fabrication à base de plâtres sont autorisés à condition :

- qu'ils ne soient pas déversés en tas (éviter la constitution de futures poches de dissolution) mais soigneusement répartis, pour la constitution de pistes par exemple,

- qu'ils ne contiennent pas de papier, ni carton (plaques de plâtre interdites),
- qu'ils proviennent de l'usine de l'exploitant,
- que leur quantité reste marginale par rapport aux autres remblais.

Les apports extérieurs autres que provenant de la découverte de la carrière du Bois des Sables sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondants à la provenance indiquée.

L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre. Ce document est tenu à disposition permanente de l'inspection des installations classées.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- l'exploitant ou son préposé vérifie la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- il fait procéder au déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,
- il vérifie visuellement la nature des matériaux apportés,
- soit il autorise la mise en remblai, soit il fait recharger les matériaux indésirables et l'indique sur le registre susvisé,
- le véhicule de transport des matériaux ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.

Section 3 : Sécurité du public

Article III-17 : Limitation d'accès

Durant les heures d'activité (cf. article I-5), l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est matériellement interdit.

L'accès de l'exploitation est interdit au public. Une clôture solide et efficace est mise en place autour des zones dangereuses, notamment des chantiers de découverte ou d'exploitation, les pistes, des installations de traitement, des convoyeurs non capotés, les bassins de rétention et de décantation.

Des pancartes indiquant le danger sont apposées à intervalle régulier (distance entre panneaux de l'ordre de 50 m), d'une part sur le chemin d'accès aux abords des travaux, et d'autre part, à proximité du périmètre clôturé tout particulièrement le long des chemins et voies de circulation jouxtant le périmètre autorisé.

Le bon état des clôtures et pancartes fait l'objet d'un contrôle a minima semestriel.

Article III-18 : Distances limites et zones de protection

Les bords des excavations ou des bassins sont tenus à distance horizontale d'au moins dix mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation et de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publique.

Par exception au premier alinéa du présent article, l'exploitant n'est pas tenu de respecter la distance limite prévue sur la partie destinée à l'extension de l'installation de stockage de déchets non dangereux.

Les excavations à leur niveau le plus bas sont arrêtées à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur (coefficient de sécurité minimal : 1,3).

Les travaux réalisés aux abords des ouvrages de transport de gaz font l'objet d'une déclaration préalable d'intention de commencement de travaux auprès du service gestionnaire.

Section 4 : Plans

Article III-19 : Plans

Il est périodiquement établi un plan orienté de la carrière sur fond cadastral.

Sur ce plan sont reportées :

- l'échelle et l'orientation,
- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,
- les zones en cours d'exploitation,
- les zones déjà exploitées non remises en état,
- les zones remises en état,
- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (cote NGF),
- les pistes et voies de circulation,
- la position des éléments visés à l'article III-18 ci-dessus et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales,
- les bornes mentionnées à l'article III-2,
- les valeurs des éléments S1, S2 et S3 définis à l'article V-1.

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an, au 31 décembre de l'année N, et est accompagné de toutes indications qualitatives et quantitatives permettant d'assurer le suivi des travaux d'exploitation et de remise en état (dont notamment la surface autorisée restant à exploiter, les réserves autorisées restant à exploiter, la surface totale déjà remise en état, la surface remise en état dans l'année précédente,...).

Il sera notamment joint un relevé établi par un géomètre mentionnant le volume des stocks de stériles de découverte et terre végétale présents sur le site ainsi que le volume des vides à combler.

Une copie de ce plan certifié, daté et signé par l'exploitant et ses annexes sont adressées à l'inspection des installations classées au plus tard au 1^{er} février de l'année N+1.

CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS

Article IV-1 : Dispositions générales

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

Article IV-2 : Intégration dans le paysage

I - L'ensemble du site est maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Notamment, les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.

Les surfaces en dérangement zones décapées, zones en exploitation, zones en cours de remise en état) sont chacune d'elles réduites au minimum afin de limiter l'impact paysager, tout en permettant d'assurer la sécurité des travailleurs et la bonne valorisation du gisement.

Les matériaux stockés sur le site de la carrière ne peuvent être exclusivement que les matériaux du décapage, les matériaux valorisables ou les matériaux nécessaires à la remise en état, à l'exception du stock tampon prévu à l'article III.16.

II - Les mesures suivantes sont adoptées a minima pour réduire l'impact visuel :

- la remise en état est coordonnée,
- le choix des couleurs du bardage de l'installation de traitement est adapté,
- les merlons constitués par le stockage des matériaux de découverture et susceptibles d'être maintenus sur une période supérieure à trois ans sont plantés de bosquets d'arbres et ensemencés de graminées et légumineuses. Ces plantations ont vocation dans la mesure du possible à être réutilisées pour le réaménagement final,
- L'exploitant entretient régulièrement les haies, bosquets et surfaces ensemencées.

Article IV-3 : Pollution des eaux

IV-3-1 Prévention des pollutions accidentelles

Les dispositions nécessaires sont prises pour qu'il ne puisse y avoir en utilisation normale ou en cas d'accident, déversement de matières dangereuses ou insalubres vers le milieu naturel, en particulier :

I - L'entretien et le ravitaillement des engins de chantier et véhicules sont réalisés sur une aire étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. L'aire est équipée d'un système de déshuilage et décantation avec un dispositif de fermeture en position normalement fermée, destiné à empêcher la fuite de toute pollution accidentelle vers le milieu naturel.

L'exploitant s'assure du fonctionnement correct de ce bac décanteur/déshuileur en procédant à un contrôle semestriel à sa sortie sur les paramètres suivants : pH, hydrocarbures.

II - Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100% de la capacité du plus grand réservoir,
- 50% de la capacité des réservoirs associés.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20% de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1000 litres.

Ces récipients et stockages comportent en caractère lisible le nom des produits et les symboles de dangers conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

III – L'exploitant dispose de produits fixants ou absorbants appropriés permettant de retenir ou neutraliser les liquides accidentellement répandus. Ces produits sont repérés, facilement accessibles et accompagnés de moyens nécessaires à leur mise en œuvre.

IV - Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme les déchets.

V – L'exploitant constitue un registre des fiches de données de sécurité des produits présents sur le site. Ce registre est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.

VI – Aucun entretien ou lavage d'engins de chantier, ni même leur stationnement prolongé hors des horaires normaux d'activité ne sont autorisés sur les zones d'extraction. Le parage des véhicules lents à chenilles reste possible sous réserve de la mise en place par l'exploitant d'une procédure définissant les conditions de mise en sécurité de l'engin et de récupération de toute égoutture.

IV-3-2 – Utilisation des eaux

IV-3-2-1 – Prélèvement dans le milieu naturel

Sans objet

IV-3-2-2 - Eaux de procédés des installations

Sans objet.

IV.3.2.3 – Eaux pluviales

Les eaux de ruissellement internes à la carrière sont recueillies en des points bas aménagés sur le fond de fouille.

L'ensemble de ces eaux non susceptibles d'être polluées et stockées dans les divers bassins sont prioritairement utilisées pour l'entretien des espaces verts et l'arrosage des voiries en période sèche pour prévenir l'envol des poussières.

IV-3-2-4 - Eaux souterraines

Un réseau de surveillance des eaux souterraines (nappe de Saint-Ouen) est implanté en périphérie de la carrière, selon un avis d'hydrogéologue. Ce réseau comprend a minima un forage en aval hydraulique et deux en amont.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Les conditions de réalisation et d'équipement des forages, puits, sondages et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance doivent permettre de relever le niveau statique de la nappe au minimum par sonde électrique.

Tout forage dont la profondeur dépasse dix mètres au-dessous de la surface du sol, doit être déclaré auprès de la direction régionale de l'industrie de la recherche et de l'environnement en application de l'article 131 du code minier.

Les forages de contrôle de la qualité de l'eau souterraine établis postérieurement à octobre 1999 sont conformes au fascicule de documentation FD X 31-614.

II – Pour les forages établis postérieurement au 12 septembre 2004 :

Le site d'implantation des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains est choisi en vue de maîtriser l'évacuation des eaux de ruissellement et éviter toute accumulation de celles-ci dans un périmètre de 35 mètres autour des têtes des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains.

Afin d'éviter les infiltrations d'eau depuis la surface, la réalisation d'un sondage, forage ou puits doit s'accompagner d'une cimentation de l'espace interannulaire, compris entre le cuvelage et les terrains forés, sur toute la partie supérieure du forage, jusqu'au niveau du terrain naturel. Cette cimentation doit être réalisée par injection sous pression par le bas durant l'exécution du forage. Un contrôle de qualité de la cimentation doit être effectué ; il comporte a minima la vérification du volume du ciment injecté. Lorsque la technologie de foration utilisée ne permet pas d'effectuer une cimentation par le bas, d'autres techniques peuvent être mises en œuvre sous réserve qu'elles assurent un niveau équivalent de protection des eaux souterraines.

Afin d'éviter tout mélange d'eau entre les différentes formations aquifères rencontrées, lorsqu'un forage, puits, sondage ou ouvrage souterrain traverse plusieurs formations aquifères superposées, sa réalisation doit être accompagnée d'un aveuglement successif de chaque formation aquifère non exploitée par cuvelage et cimentation.

Lors des travaux de sondage, forage et d'affouillement, le déclarant fait établir la coupe géologique de l'ouvrage.

Il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de chacune de leur tête. Cette margelle a une surface d'au moins 3 m² et de 30 cm de hauteur au-dessus du niveau naturel. Si la tête de l'ouvrage débouche dans un local, la margelle n'est pas obligatoire. Dans ce cas, l'exploitant s'assure que le plafond du local est situé au moins à 50 cm au dessus du niveau de terrain naturel.

La tête des sondages, forages, puits et ouvrages souterrains s'élève au moins 0,5 m au-dessus du terrain naturel ou du fond de la chambre de comptage dans lequel elle débouche. Cette hauteur minimale est ramenée à 0,2 m lorsque la tête débouche à l'intérieur d'un local. Elle est en outre cimentée sur 1 m de profondeur compté à partir du niveau du terrain naturel.

Les sondages, forages, puits et ouvrages souterrains conservés pour prélever à titre temporaire ou permanent des eaux souterraines ou pour effectuer leur surveillance sont identifiés par une plaque mentionnant les références du présent arrêté.

Dans un délai de deux mois maximum suivant la fin des travaux, le déclarant communique au préfet, en deux exemplaires, un rapport de fin des travaux comprenant :

- le déroulement général du chantier : dates des différentes opérations et difficultés et anomalies éventuellement rencontrées ;
- le nombre des sondages, forages, puits, ouvrages souterrains effectivement réalisés, en indiquant pour chacun d'eux s'ils sont ou non conservés pour la surveillance ou le prélèvement d'eaux souterraines, leur localisation précise sur un fond de carte IGN au 1/25 000, les références cadastrales de la ou les parcelles sur lesquelles ils sont implantés et leurs coordonnées géographiques (en Lambert II étendu), la cote de la tête du puits, forage ou ouvrage par référence au nivellement de la France et le code national BSS (Banque du sous-sol) attribué par le service géologique régional du Bureau de recherche géologique et minière (BRGM) ;
- pour chaque forage, puits, sondage, ouvrage souterrain ; la coupe géologique avec indication du ou des niveaux des nappes rencontrées et la coupe technique de l'installation précisant les caractéristiques des équipements, notamment les diamètres et la nature des cuvelages ou tubages, accompagnée des conditions de réalisation (méthode et matériaux utilisés lors de la foration, volume des cémentations, profondeurs atteintes, développement effectués...) ;
- les modalités d'équipement des ouvrages conservés pour la surveillance ou le prélèvement et le compte rendu des travaux de comblement pour ceux qui sont abandonnés ;

III – Pour tous les forages, puits et ouvrages souterrains concernés par le présent arrêté, le soutènement, la stabilité et la sécurité de ceux-ci sont assurés au moyen de cuvelage, tubages, crépines, drains et autres équipements appropriés. Les matériaux tubulaires doivent être appropriés à l'ouvrage en terme d'épaisseur, de résistance à la pression et à la corrosion, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage.

La tête des forages ou puits est rendue étanche et protégée contre les heurts particulièrement de véhicules. Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié équivalent est installé sur la tête. Il doit permettre un parfait isolement des inondations ou pollutions par les eaux superficielles. En dehors des période d'intervention, l'accès à l'intérieur des forages ou puits est interdit par un dispositif de sécurité.

L'ensemble des forages (puits, piézomètres) et les ouvrages connexes à ces derniers, utilisés pour effectuer la surveillance des eaux souterraines ou un prélèvement dans ces eaux, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

L'ensemble des forages est l'objet d'une surveillance périodique, au minimum tous les 10 ans afin de s'assurer de leur étanchéité et l'absence de communication entre les eaux prélevées et les eaux de surface. Cette inspection porte en particulier sur l'état des matériaux tubulaires. Le compte-rendu est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

V - Un contrôle semestriel de la piézométrie et a minima annuel de la qualité de l'eau souterraine est réalisé par un laboratoire agréé. Le contrôle qualitatif porte sur les paramètres suivants :

<i>Paramètres</i>	<i>Valeur de référence</i>
pH	6,5 < < 8,5
MES	5 mg/l
Hydrocarbures totaux	10 µg/l
Conductivité	180 ≤ ≤ 1000 µS/cm à 20°C ou 200 ≤ ≤ 1100 à 25°C
Nitrites	0,500 mg/l
Nitrates	50 mg/l NO3
Σ(Nitrates/50 + Nitrites/3)	< 1

En outre, les paramètres suivants sont également surveillés : température, DCO, DBO₅, azote total, sulfates, chlorures, fluorures, cyanures, phénol, chrome hexavalent, arsenic, cadmium, chrome, cuivre, mercure, nickel, zinc, fer, sodium.

Les analyses sont réalisées conformément aux normes en vigueur. En ce qui concerne la recherche des hydrocarbures totaux, la méthode par chromatographie en phase gazeuse est privilégiée.

Les prélèvements sont effectués avec une pompe immergée. Un volume équivalent à 5 fois la partie du piézomètre immergée est pompée avant tout prélèvement d'échantillon.

IV-3.2.4 - Eaux domestiques

Les locaux sociaux sont alimentés en eau à partir du réseau communal.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur sur les dispositifs d'assainissement autonome, dont notamment l'arrêté ministériel du 6 mai 1996 fixant les principales techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif (ou tout autre texte qui viendrait s'y substituer).

IV.3.2.5 - Résultats des analyses

Les résultats des analyses prévues aux articles IV.3.1 et IV.3.2.3 sont consignés dans un registre.

Un bilan est transmis à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante et immédiatement en cas d'anomalie.

Ces analyses et bilan sont accompagnés de tout commentaire expliquant les motifs d'éventuels dépassements ainsi que les mesures prises ou envisagées pour y remédier.

Article IV-4 : Pollution de l'air

IV-4-1 - L'exploitant prend les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières.

IV-4-2 - Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du transport des matériaux et du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

En particulier, des dispositifs de captage, d'abattage ou rétention des poussières équipent les installations suivantes :

- cribles de l'installation de premier traitement,
- points de jetée des matériaux.

Les stockages au sol de matériaux, susceptibles d'émettre des poussières, sont stabilisés et protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire.

Les convoyeurs à bande sont capotés dans la mesure du possible.

L'exploitant procède en tant que de besoin à l'arrosage des pistes, tout particulièrement en période sèche.

IV-4-3 - Dans le cas où une émission est captée, celle-ci est canalisée et dépoussiérée. La concentration du rejet pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm³. Les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température (273° Kelvin) et de pression (101,3 kilo pascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz sec).

La hauteur de la cheminée est déterminée suivant les dispositions des articles 52 à 57 de l'arrêté ministériel du 10 février 1998, sans pouvoir être inférieure à 10 m.

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquels les teneurs en poussières des gaz rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus ne peuvent excéder une durée continue supérieure à quarante huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

Au delà d'une teneur en poussière des gaz émis supérieure à 500 mg/Nm³, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée d'une demi-heure.

Des contrôles pour déterminer les concentrations, les débits et les flux de poussières des émissions gazeuses sont effectués tous les ans. Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé. Un bilan annuel est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante.

IV-4-4 - La concentration en poussières de l'air ambiant à plus de 5 m de l'installation ou du bâtiment renfermant l'installation ne dépasse pas 50 mg/m³.

IV-4-5 - Les voies de circulation nécessaires à l'exploitation sont réalisées et entretenues de façon à prévenir les émissions de poussières et à limiter l'accumulation des boues et poussières sur les roues des véhicules susceptibles de circuler sur la voie publique

IV-4-6 – Il est interdit d'émettre dans l'atmosphère, des fumées épaisses, buées, suies, poussières ou gaz malodorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique, à la production agricole.

Il est tout particulièrement interdit de pratiquer du brûlage à l'air libre.

Article IV-5 : Incendie et explosion

Les installations et les engins sont pourvus d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Les équipements de lutte contre l'incendie comprennent notamment des extincteurs en qualité et en quantité adaptées aux risques, répartis à l'intérieur des locaux et des engins, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières présentes.

Dans les zones de danger définies par l'exploitant, il est interdit de fumer, apporter des feux nus ou manipuler des liquides inflammables si les récipients ne sont pas hermétiquement clos. Ces dispositions sont applicables a minima pour la zone de ravitaillement en hydrocarbures et pour le stockage de produits combustibles (huile,...) . Ces interdictions sont affichées en caractères apparents et au moyen de pictogrammes.

Les installations électriques sont appropriées aux risques inhérents aux activités exercées. Elles sont réalisées, entretenues en bon état et contrôlées périodiquement.

Les installations électriques sont réalisées conformément aux dispositions de :

- l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement susceptibles de présenter des risques d'explosions,
- le décret n° 91-986 du 23 septembre 1991 (titre EL du Règlement général des industries extractives),
- la norme NF C 15-100 relative aux installations électriques intérieures.

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre et interconnectés par un réseau de liaisons équipotentielles, conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Toute installation ou appareillage conditionnant la sécurité doit pouvoir être maintenu en service ou mis en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation électrique normale.

Toute opération de manipulation, de transvasement ou transport de matières dangereuses à l'intérieur du site s'effectue sous la responsabilité d'une personne nommément désignée par l'exploitant.

Pendant les horaires d'ouverture du site, un téléphone relié au réseau public et accessible en permanence permet l'alerte des services de secours et de lutte contre l'incendie.

Les installations sont efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la foudre.

Article IV-6 : Déchets

L'exploitant organise la gestion des déchets de façon à :

- prévenir ou réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en adoptant des technologies propres,
- limiter les transports en volume et distance,

- trier, réemployer, recycler,
- choisir la filière d'élimination ayant le plus faible impact sur l'environnement à un coût économiquement acceptable,

Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées. Les dispositions nécessaires sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles.

La quantité de déchets stockés sur site ne doit pas dépasser un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. Les déchets stockés susceptibles de contenir des produits polluants doivent être déposés conformément au II de l'article IV-3 et préservés des eaux météoriques.

IV-6-1 – Modalités de traitement par catégorie de déchets

Les déchets d'emballage sont éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-66 à R.543-72 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont éliminées conformément aux dispositions des articles R.543-3 à R.543-16 du code de l'environnement. Elles sont remises à un ramasseur agréé pour le département, en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1999 modifié relatif aux conditions de ramassage des huiles usagées.

Les pneumatiques usagés sont éliminés conformément aux dispositions des articles R.543-137 à R.543-143 du code de l'environnement. Ils ne peuvent être remis qu'à des collecteurs agréés en application de l'arrêté ministériel du 8 décembre 2003 relatif à la collecte des pneumatiques usagés.

Les déchets banals (bois, papier, verre, textile, plastique, caoutchouc, métaux, ...) non valorisables sur site et non souillés par des produits toxiques ou polluants ne peuvent être éliminés que dans des installations dûment autorisées ou déclarées en application du titre 1° du livre V du code de l'environnement. L'exploitant est en mesure de justifier le caractère ultime de ces déchets, au sens de l'article L.541-1 du code de l'environnement.

IV-6-2 – Enregistrement et information de l'administration

L'exploitant consigne dans un registre tenu à la disposition permanente de l'inspecteur des installations classées toutes les opérations effectuées relatives au traitement de ses déchets.

Ce registre mentionne :

- la désignation des déchets et leur code suivant la nomenclature des déchets,
- la date d'enlèvement et son transporteur,
- la quantité,
- le numéro du bordereau de suivi de déchet,
- le mode de traitement,
- le destinataire final,
- la date d'admission dans l'installation destinataire finale.

Les documents justificatifs de l'élimination des déchets industriels spéciaux sont conservés pendant au moins 5 ans.

Dans le cas où la quantité totale de déchets dangereux produits par an excède 10 tonnes, l'exploitant déclare la nature, les quantités et destinations des déchets dangereux produits, conformément aux dispositions de l'article R.541-44 du code de l'environnement et de l'arrêté ministériel du 20 décembre 2005. Cette déclaration est effectuée par voie électronique, avant le 1° avril de l'année en cours pour ce qui concerne les données de l'année précédente suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées.

Article IV-7 : Bruits et vibrations

Les installations et l'exploitation de la carrière sont conduites de façon que leur fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits aériens ou de vibrations mécaniques nuisibles pour la santé du voisinage ou susceptibles de compromettre sa sécurité ou de constituer une gêne pour sa tranquillité.

IV-7-1 – Bruits

IV-7-1-1 – Valeurs limites

Les bruits émis par les activités sur le site ne doivent pas être à l'origine d'émissions sonores générant une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée (ZER), telles que définies à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (JO du 27 mars 1997) :

Niveau de bruit <u>ambiant</u> dans les zones à émergences réglementées (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible	
	de 7 h à 22 h du lundi au samedi sauf jour férié	autres périodes
> 35 dB (A) mais ≤ 45dB (A)	6 dB(A)	Sans objet (cf article I.5 : Horaires)
> 45 dB (A)	5 dB(A)	

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en absence de bruits générés par l'établissement).

Dans le cas où la différence $L_{a\text{eq}} - L_{50}$ est supérieure à 5 dB(A), on utilise comme indicateur d'émergence la différence entre les indices fractiles L_{50} calculés sur le bruit ambiant et le bruit résiduel.

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limites du périmètre autorisé de l'établissement, déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergences admissibles sont les suivants :

Niveau maximum admissible en dB(A)		
Emplacement	de 7 h à 22 h du lundi au samedi sauf jour férié	Autres périodes
Pointe extrême nord (ZER exposée : Saint Soupplets)	35,5	Pas d'activité
Pointe Nord-Ouest	43	
Limite Bois des Sables	39	
Pointe Sud-Ouest (ZER exposée : Chambre Fontaine, Le Plessis-L'Evêque))	36,5	
Limite Sud (ZER exposée : Iverny)	39,5	
Angle parcelles ZN85 et 102 (ZER exposée : Monthyon)	52	
Pointe Sud (ZER exposée : Monthyon)	42	
Limite sud-est, le long du CR d'Iverny (ZER exposée : Monthyon)	65	
Pointe Est (ZER exposée : Monthyon)	47,5	
Limite Centre intégré de traitement	59,5	
Angle nord-est (ZER exposée : Les Osiers, Fescheux)	47,5	

Le niveau de bruit global émis par l'ensemble des activités exercées à l'intérieur de l'établissement y compris le bruit émis par les véhicules et engins respecte les valeurs ci-dessus.

La durée d'apparition d'un bruit particulier de l'établissement, à tonalité marquée et de manière établie ou cyclique, n'excède pas 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes définies dans le tableau ci-dessus.

IV-7-1-2 – Engins, véhicules et autres sources de bruit

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de la carrière, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, doivent être conformes à la réglementation en vigueur. En particulier, les engins utilisés dans la carrière et mis pour la première fois en circulation après le 22 octobre 1989, doivent répondre aux règles d'insonorisation fixées par la section 1 du chapitre I du titre VII de la partie réglementaire du code de l'environnement.

Les engins dont la première mise sur le marché ou la première mise en service dans l'un des états membres de la communauté est postérieure au 3 mai 2002, doivent satisfaire aux dispositions de l'arrêté ministériel du 18 mars 2002 relatif aux émissions sonores dans l'environnement des matériels utilisés à l'extérieur des bâtiments.

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs,...) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Pour les signaux de recul d'engins, l'exploitant privilégie l'emploi d'avertisseurs à fréquence mélangée.

IV-7-1-3 – Surveillance

Un **contrôle** des niveaux sonores conforme à la méthode de mesure correspondante définie à l'annexe de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 est effectué aux frais de l'exploitant dès la notification du présent arrêté et ensuite tous les ans.

Un bilan est adressé à l'inspection des installations classées au plus tard le 1^{er} février de l'année suivante.

IV-7-1-4 – Dispositifs préventifs

Des mesures efficaces visant à réduire l'impact sonore sont adoptées, en particulier :

- bardage de l'installation de traitement,
- limitation du nombre d'engins employés simultanément lors des travaux de découverte, terrassement et extraction.

IV-7-2 – Vibrations

IV-7-2-1 Tirs de mines

La poursuite de l'exploitation de la carrière est effectuée sans utilisation d'explosifs.

IV-7-2-2 Autres activités

En dehors de tirs de mines, les prescriptions de la circulaire n° 86-23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

Article IV-8 : Transport des matériaux et circulation

Les matériaux extraits de la carrière sont acheminés jusqu'au concasseur primaire par tombereaux qui empruntent exclusivement des voies internes, adaptées à cet usage tant en stabilité qu'en gabarit. Tout transit par les voies publiques est interdit.

Pour les matériaux de remblai, l'accès depuis la voirie publique vers la carrière se fait normalement à partir de l'usine. Pour les matériaux provenant de la carrière du Bois des Sables, la circulation

s'effectue par voie interne aux établissements. Pour la remise en état de la zone V, au cours de la phase n°2, les véhicules d'apport de remblais peuvent emprunter le chemin de Chantenfour.

De manière générale, les véhicules circulant sur le site d'extraction, sur la plate-forme de l'installation de traitement de matériaux ou transitant entre ceux-ci, ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement, dont la vitesse maximale adaptée de façon à prévenir l'envol de poussières. Ces règles sont portées à la connaissance des usagers internes par des moyens appropriés (panneaux de signalisation, marquage au sol, consignes,...).

Lorsqu'ils sont amenés à rejoindre les voies de circulations publiques, les véhicules sortant du site ne doivent pas en outre être à l'origine de dépôts de boue ou poussières sur celles-ci. Le cas échéant, un dispositif de lavage des roues est mis en place en sortie de site.

A l'intérieur du périmètre autorisé, les voies de circulation et éventuelles aires de stationnement sont nettement délimitées et dégagées de tout objet susceptible de gêner la circulation. Ces voies de circulation internes sont aménagées et entretenues, maintenues en état constant de propreté afin d'y éviter l'accumulation d'eau, de boue ou de poussières.

Toutes dispositions sont prises pour éviter que les véhicules ou engins ne puissent heurter ou endommager les équipements, les stockages ou leurs annexes, les structures ou infrastructures.

Les installations sont accessibles facilement par les services de secours. Les aires de circulation sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES

Article V-1 : Montant des garanties financières

Des garanties financières sont mises en place permettant la remise en état maximale au sein de cette période. La formule utilisée est celle relative aux carrières en fosse ou à flanc de relief, en référence à l'arrêté ministériel du 9 février 2004 susvisé.

Le montant de référence des garanties financières, exprimé en euro TTC ci-dessous, est calculé avec l'indice TP 01 de septembre 2007 = 585 et est établi comme suit :

PÉRIODE	S1max (ha)	S2max (ha)	S3max (ha)	Montant de référence (Cr)
Phase 1 = Années 1 à 5	5,9	43,2	0,95	1 106 563
Phase 2 = Années 6 à 10	5,9	5,5	0,95	286 938
Phase 3 = Années 11 à 12	5,5	0	0	80 499

avec

S1 = somme de la surface de l'emprise des infrastructures au sein de la surface autorisée et de la valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par les surfaces défrichées diminuées de la valeur maximale des surfaces en chantier (découvertes et en exploitation) soumises à défrichement.

S2 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la somme des surfaces en chantier (découvertes en exploitation) diminuée de la surface en eau et des surfaces remises en état.

S3 = Valeur maximale atteinte au cours de la période considérée par la surface résultant du produit du linéaire de chaque front par la hauteur moyenne du front hors d'eau diminuée des surfaces remises en état.

Le coût des opérations de remise en état ne doit jamais excéder les montants fixés ci-dessus.

Article V-2 : Renouvellement des garanties financières

Les garanties financières sont renouvelées au moins six mois avant leur échéance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins six mois avant leur échéance.

Article V-3 : Actualisation du montant des garanties financières

Lorsqu'il y a une augmentation d'au moins 15% de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les 6 mois suivant l'intervention de cette augmentation. Sans préjudice des dispositions de l'article V-2 ci-dessus, le document établissant la constitution des garanties financières actualisées est adressé au préfet.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier justificatif et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

Le montant des garanties financières est actualisé selon la formule suivante :

$$C_n = C_r \times \frac{(\text{Index}_n)}{\text{Index}_r} \times \frac{(1 + \text{TVA}_n)}{1 + \text{TVA}_r}$$

avec

C_r : le montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus,

C_n : le montant des garanties financières à provisionner l'année n et figurant dans le document d'attestation de la constitution de garanties financières ;

Index_n : indice TP01 au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

Index_r : indice TP01 utilisé pour l'établissement du montant de référence des garanties financières mentionné dans le tableau ci-dessus = **585 en septembre 2007**.

TVA_n : taux de la TVA applicable au moment de la constitution du document d'attestation de la constitution de garanties financières.

TVA_r : taux de la TVA applicable à l'établissement de l'arrêté préfectoral fixant le montant de référence des garanties financières soit **0,196**.

Les indices TP01 sont consultables au Bulletin officiel de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, sur le site internet de l'INSEE (<http://www.indices.insee.fr>) ou du ministère chargé de l'équipement (<http://www.btp.equipement.gouv.fr>).

Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières est subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières.

Article V-5 : Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514.1 du Code de l'environnement.

Article V-6 : Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L.514.1 du Code de l'environnement. ;
- -soit en cas de disparition de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme au présent arrêté.

Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières

L'exploitant fournit au 1^{er} février de l'année N+1 les valeurs maximales de S1, S2 et S3 de l'année N.

CHAPITRE VI : PREVENTION DES RISQUES

Article VI-1 : Règles d'exploitation

L'exploitant prend toutes dispositions en vue de maintenir le niveau de sécurité, notamment au niveau des équipements et matériels dont le dysfonctionnement placerait l'installation en situation dangereuse ou susceptible de le devenir.

Ces dispositions portent notamment sur :

- la conduite de l'exploitation (consignes en situation normale ou cas de crise, essais périodiques),
- l'analyse des incidents et anomalies de fonctionnement,
- la maintenance et la sous-traitance,
- l'approvisionnement en matériel et en matière,
- la formation et la définition des tâches du personnel.

Tous les équipements et installations nécessaires à la prévention, à la détection, à l'alerte des secours et à la lutte contre l'incendie ainsi que les installations électriques font l'objet de vérifications régulières et sont maintenus en bon état de fonctionnement. Les vérifications périodiques de ces matériels sont inscrites sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article VI-2 : Equipements importants pour la sécurité

L'exploitant établit et tient à la disposition de l'inspection des installations classées la liste des équipements importants pour la sécurité.

Les procédures de contrôle, d'essais et de maintenance des équipements importants pour la sécurité ainsi que la conduite à tenir dans l'éventualité de leur indisponibilité sont établies par consignes écrites.

Article VI-3 : Consignes de sécurité

Sans préjudice des dispositions découlant des textes applicables en matière d'hygiène et de sécurité des travailleurs, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'interdiction de fumer à proximité des zones de stockage ou d'emploi de produits inflammables ou combustibles,
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre,
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ou d'engendrer des points chauds dans les zones présentant des risques d'explosion ou d'incendie. Cette interdiction est en outre affichée,
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité (électricité, obturation des écoulements...),
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours.

Article VI-4 : Consignes d'exploitation

Les consignes d'exploitation sont obligatoirement écrites et comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, dans les périodes transitoires, lors d'opérations exceptionnelles, à la suite d'un arrêt, après les travaux d'entretien ou de modification, de façon à vérifier que les équipements restent conformes aux dispositions du présent arrêté. Les consignes sont portées à la connaissance du personnel.

Article VI-5 : Formation du personnel

L'exploitant veille à la qualification professionnelle et à la formation sécurité de l'ensemble de son personnel.

Ces formations comportent notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits employés,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,
- des exercices périodiques de simulations d'application des consignes de sécurité ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens de protection et d'intervention affectés à l'établissement.

L'exploitant veille à disposer en tout temps de personnel d'intervention. Ce personnel est régulièrement formé et entraîné à l'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté ainsi qu'au maniement des moyens d'intervention.

CHAPITRE VII : DOCUMENTS ET INFORMATIONS A TRANSMETTRE

Le présent chapitre récapitule les documents et informations que l'exploitant doit transmettre au préfet et / ou à l'inspection des installations classées et / ou au destinataire mentionné.

Articles	Documents / Informations	Échéance
III.5	Déclaration de début d'exploitation	Dès réalisation des aménagements préliminaires
III-5, V-2, V-3	Acte de cautionnement solidaire	Document initial : lors de la réalisation des aménagements préliminaires. Document renouvelé tous les 5 ans ou selon l'évolution de l'indice TP01
V-7	Suivi des garanties financières, valeurs S1, S2, S3	Transmission au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante
III-19	Plans	Mise à jour annuelle au plus tard le 31 décembre Transmis au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante
I-3-1	Modification de numérotation cadastrale	le cas échéant, le 1 ^{er} février de l'année suivante
II-4	Notification d'arrêt définitif de la carrière	12 mois avant l'échéance de la présente autorisation
III-15-3	Dossier de cessation d'activité totale et mémoire de remise en état de la carrière	5 mois avant l'échéance de la présente autorisation
IV-3.1 et IV-3.2.4	Eaux superficielles (sortie décanteur) souterraines	Transmission du bilan au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante Transmission immédiate des résultats en cas d'anomalie
		Contrôle semestriel
		Contrôle annuel (sauf piézométrie : semestriel)
IV-7-1-3	Bruit : niveau sonore et émergence	Contrôle au début d'exploitation puis annuel Transmission des résultats au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante
IV-6-2	Déchets spéciaux	Si production supérieure à 10 tonnes au cours de l'année précédente, bilan transmis au 1 ^{er} avril.
IV-4-3	Surveillance des rejets atmosphériques canalisés.	le cas échéant, transmission des résultats au plus tard le 1 ^{er} février de l'année suivante
III-8	Découverte fortuite archéologique	Immédiatement auprès du SRA
II-5	Déclaration d'accident ou incident	immédiat
II-6	Changement d'exploitant	3 mois minimum avant le changement effectif

Ces documents sont accompagnés, autant que nécessaire, de tout commentaire de la part de l'exploitant sur les éventuelles anomalies et dysfonctionnements intervenus, ainsi que sur leur traitement.

CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES

Article VIII-1 : Annulation, déchéance

Le présent arrêté cesse de produire effet si l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

Article VIII-2 : Sanctions

En cas d'inobservation des prescriptions fixées par le présent arrêté, l'exploitant encourt notamment les sanctions prévues par les articles L.216-6, L.216-13, L.514-1, L.514-2, L.514-3, L.514-9, L.514-10, L.514-11, L.514-12, L.514-14, L.514-15, L.514-18, L.541-46, L.541-47 et R.514-4 du Code de l'environnement.

Article VIII-3 : Information des tiers et publicité de l'arrêté

Une copie de l'arrêté d'autorisation est déposée en mairies de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la Mairie de MONTHYON et SAINT-SOUPPLETS pendant une durée minimum d'un mois. Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire.

Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Une ampliation de l'arrêté est adressé à chaque conseil municipal ayant été consulté.

Un avis relatif à cette autorisation sera inséré, par les soins du préfet, aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans tout le département.

Article VIII-4 : Remise en état des voiries

La contribution de l'exploitant à la remise en état de voiries départementales et communales est fixée par les textes législatifs et réglementaires en vigueur, notamment :

- l'article L.141-9 du code de la voirie routière en ce qui concerne les voies communales,
- l'article L.131-8 du code de la voirie routière en ce qui concerne les routes départementales,
- l'article L.161-8 du code rural en ce qui concerne les chemins ruraux.

Article VIII-5 : Autres réglementations

La présente autorisation est accordée sans préjudice de l'observation de toutes les législations et réglementations applicables et notamment celles relatives à l'exploitation des carrières, aux installations classées pour la protection de l'environnement, à la voirie des collectivités locales, à la lutte contre la pollution et aux découvertes archéologiques fortuites.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire pour les ouvrages et édifices nécessaires à l'exploitation des installations visées à l'article I-4. Ces ouvrages et édifices sont soumis aux dispositions du code de l'urbanisme.

La présente autorisation ne vaut pas autorisation de défrichement.

Article VIII-6 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction. Il peut être déféré au tribunal administratif de Melun :

1°/ par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir le jour où ledit arrêté a été notifié ;

2°/ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511.1 du code de l'environnement, dans un délai de six mois à

compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article VIII-7 : Destinataires

Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de Seine et Marne et Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée à :

- Société KNAUF PLATRES
- Monsieur le Sous-Préfet de Meaux,
- les maires de Monthyon, Saint-Soupplets, Barcy, Chambry, Chauconin-Neufmontiers, Cuisy, Forfry, Gesvres-le-Châpitre, Ivorny, le Plessis-aux-Bois, le Plessis-l'Evêque, Marcilly, Montgé-en-Goële, Oissery, Penchard et Villeroy
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Equipement,
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- Monsieur le Chef du service Départemental d'Architecture,
- Monsieur le Conservateur Régional de l'archéologie de la Région Ile de France,
- Monsieur le Directeur de France Télécom des lignes de Fontainebleau-Vulaines,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement d'Ile de France, Cachan,
- Monsieur l'Ingénieur en Chef de la Navigation de la Seine,
- Monsieur le Chef du Service Départemental d'Incendie et de Secours,
- Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à Paris,
- Monsieur le Chef de Groupe de Subdivisions de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement d'Ile de France à ~~Savigny-le-Temple~~,
- Chrono,

Fait à Melun, le 07 Mars 2008

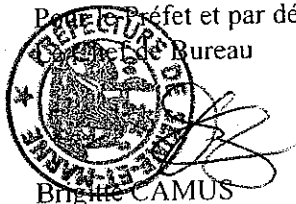
Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le Secrétaire Général de la Préfecture

Signé : Francis VUIBERT

POUR AMPLIATION

Pour le Préfet et par délégation

Secrétaire de Bureau


Brigitte CAMUS

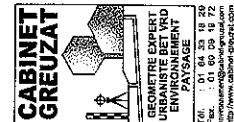
SOMMAIRE

CHAPITRE I : DROIT D'EXPLOITER.....	4
<u>Article I-1 : Autorisation</u>	<u>4</u>
<u>Article I-2 : Rubriques de classement au titre des installations classées</u> Erreur! Signet non défini.	
<u>Article I-3 : Caractéristiques de la carrière.....</u>	<u>6</u>
<u>Article I-4 : Caractéristiques des installations de traitement.....</u>	<u>10</u>
<u>Article I-5 : Horaires d'activités.....</u>	<u>10</u>
<u>Article I-6 : Installations non visées à la nomenclature ou soumises à déclaration</u>	<u>10</u>
CHAPITRE II : DISPOSITIONS GÉNÉRALES	10
<u>Article II-1 : Conformité au dossier.....</u>	<u>10</u>
<u>Article II-2 : Modifications.....</u>	<u>11</u>
<u>Article II-3 : Contrôles et analyses.....</u>	<u>11</u>
<u>Article II-4 : Fin d'exploitation et cessation d'activité.....</u>	<u>11</u>
<u>Article II-5 : Accidents et incidents.....</u>	<u>11</u>
<u>Article II-6 : Changement d'exploitant.....</u>	<u>12</u>
CHAPITRE III : DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX CARRIÈRES	12
<u>Article III-1 : Information du public</u>	<u>12</u>
<u>Article III-2 : Bornage.....</u>	<u>12</u>
<u>Article III-3 : Eaux de ruissellement.....</u>	<u>12</u>
<u>Article III-4 : Accès à la voirie.....</u>	<u>13</u>
<u>Article III-5 : Déclaration de début d'exploitation</u>	<u>13</u>
<u>Article III-6 : Déboisement et défrichement</u>	<u>14</u>
<u>Article III-7 : Technique de décapage.....</u>	<u>14</u>
<u>Article III-8 : Patrimoine archéologique</u>	<u>15</u>
<u>Article III-9 : Epaisseur d'extraction.....</u>	<u>15</u>
<u>Article III-10 : Front d'exploitation.....</u>	<u>15</u>
<u>Article III-11 : Extraction en nappe alluviale.....</u>	<u>15</u>
<u>Article III-12 : Exploitation dans la nappe phréatique</u>	<u>15</u>
<u>Article III-13 : Abattage à l'explosif.....</u>	<u>16</u>
<u>Article III-14 : Elimination des produits polluants</u>	<u>16</u>
<u>Article III-15 : Cessation d'activité et remise en état du site</u>	<u>16</u>
<u>Article III-16 : Remblayage de la carrière</u>	<u>18</u>
<u>Article III-17 : Limitation d'accès.....</u>	<u>19</u>
<u>Article III-18 : Distances limites et zones de protection.....</u>	<u>20</u>
<u>Article III-19 : Plans.....</u>	<u>20</u>
CHAPITRE IV : PRÉVENTION DES POLLUTIONS.....	21
<u>Article IV-1 : Dispositions générales.....</u>	<u>21</u>
<u>Article IV-2 : Intégration dans le paysage</u>	<u>21</u>
<u>Article IV-3 : Pollution des eaux.....</u>	<u>21</u>
<u>Article IV-4 : Pollution de l'air.....</u>	<u>25</u>
<u>Article IV-5 : Incendie et explosion.....</u>	<u>26</u>
<u>Article IV-6 : Déchets</u>	<u>26</u>
<u>Article IV-7 : Bruits et vibrations</u>	<u>28</u>
<u>Article IV-8 : Transport des matériaux et circulation.....</u>	<u>29</u>
CHAPITRE V : GARANTIES FINANCIÈRES.....	30
<u>Article V-1 : Montant des garanties financières.....</u>	<u>30</u>
<u>Article V-2 : Renouvellement des garanties financières.....</u>	<u>31</u>
<u>Article V-3 : Actualisation du montant des garanties financières</u>	<u>31</u>
<u>Article V-4 : Modifications conduisant à une augmentation des garanties financières.....</u>	<u>31</u>
<u>Article V-5 : Absence de garanties financières</u>	<u>32</u>
<u>Article V-6 : Appel aux garanties financières.....</u>	<u>32</u>
<u>Article V-7 : Documents à transmettre concernant le suivi des garanties financières.....</u>	<u>32</u>

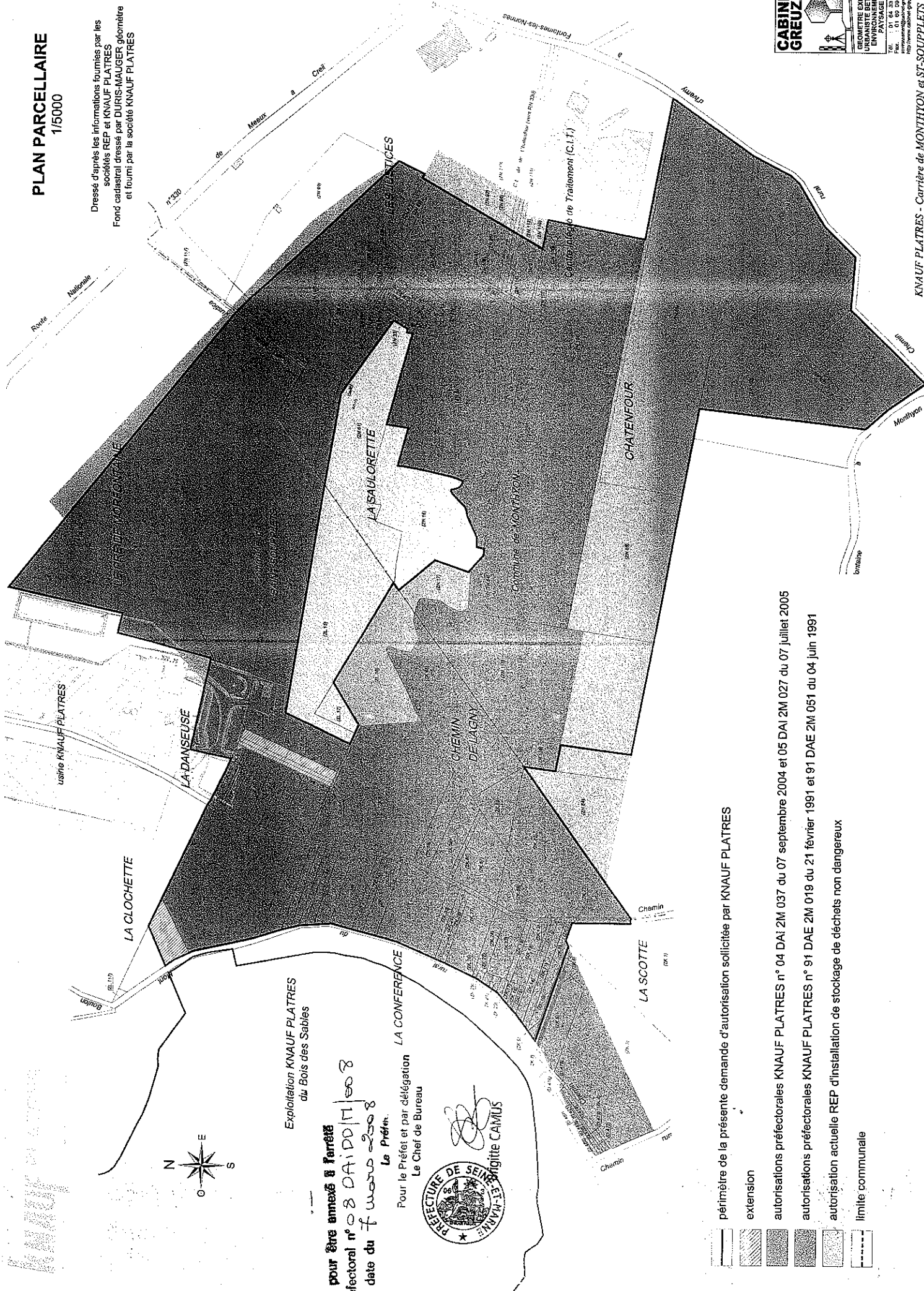
CHAPITRE VI : PREVENTION DES RISQUES	32
<u>Article VI-1</u> : Règles d'exploitation.....	32
<u>Article VI-2</u> : Equipements importants pour la sécurité.....	32
<u>Article VI-3</u> : Consignes de sécurité	33
<u>Article VI-4</u> : Consignes d'exploitation	33
<u>Article VI-5</u> : Formation du personnel	33
CHAPITRE VII : DOCUMENTS ET INFORMATIONS A TRANSMETTRE.....	33
CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS FINALES	34
<u>Article VIII-1</u> : Annulation, déchéance.....	34
<u>Article VIII-2</u> : Sanctions.....	35
<u>Article VIII-3</u> : Information des tiers et publicité de l'arrêté	35
<u>Article VIII-4</u> : Remise en état des voiries	35
<u>Article VIII-5</u> : Autres réglementations.....	35
<u>Article VIII-6</u> : Délais et voies de recours	35

PLAN PARCELLAIRE 1/5000

Dressé d'après les informations fournies par les
sociétés REP et KNAUF PLATRES
Fond cadastral dressé par DUPUIS-MAUGER géomètre
et fourni par la société KNAUF PLATRES



KNAUF PLATRES - Carrière de MONTHON et ST-SOUPPLETS (77)
D 05.430 - Cabinet GREUZAT - Décembre 2006 - Demande - Page 19



- périmètre de la présente demande d'autorisation sollicitée par KNAUF PLATRES
- ▨ extension
- ▨ autorisations préfectorales KNAUF PLATRES n° 04 DAI 2M 037 du 07 septembre 2004 et 05 DAI 2M 027 du 07 juillet 2005
- ▨ autorisations préfectorales KNAUF PLATRES n° 91 DAE 2M 019 du 21 février 1991 et 91 DAE 2M 051 du 04 juin 1991
- ▨ autorisation actuelle REP d'installation de stockage de déchets non dangereux
- - - limite communale

Exploitation KNAUF PLATRES
du Bois des Sables

Vu pour être annexé à l'arrêté
préfectoral n° 08 DAI 0017/008
en date du 7 mars 2008

Le Préfet.
Pour le Préfet et par délégation
Le Chef de Bureau



Brigitte CAMUS